

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CLEAN MOURENX

Parc d'Activités Chimiques
Mourenx - Os Marsillon
64150 Mourenx

Références : DREAL/2026D/1739
Code AIOT : 0005202707

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement CLEAN MOURENX implanté Parc d'Activités Chimiques Mourenx - Os Marsillon 64150 Mourenx. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "ATEX"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLEAN MOURENX

- Parc d'Activités Chimiques Mourenx - Os Marsillon 64150 Mourenx
- Code AIOT : 0005202707
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CLEAN MOURENX exerce l'activité de lavage intérieur de citernes routières et autres contenants dans la zone industrielle de MOURENX depuis juillet 1993. CLEAN MOURENX est une filiale locale de la société RESOCLEAN qui est elle-même une filiale du groupe SAMAT.

L'installation de lavage relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2795 de la nomenclature.

Les activités de l'établissement ont été autorisées initialement par l'arrêté préfectoral du 20/10/1992. La société a été autorisée à augmenter la capacité de lavage de citernes par arrêté préfectoral n°03/IC/435 du 22/08/2003. Cet arrêté a été complété notamment par les arrêtés préfectoraux n°08/IC/258 du 19/12/2008 (renforcement de la surveillance de la qualité des effluents aqueux), n°02707/2014/49 du 29/08/2014 (surveillance pérenne de rejet de substances dangereuses dans le milieu aquatique) et n°2707/2020/90 du 07/01/2021 (modifications des prescriptions concernant la prévention de la pollution de l'eau et la prévention des risques).

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet
6	Installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	électriques	article 66 A	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection menée sur le site Clean Mourenx, dans le cadre de l'action nationale sur les atmosphères explosives, n'a pas révélé de non-conformité majeure.

Le site est spécialisé dans le lavage intérieur de citerne routières. Les points de contrôles relatifs à l'identification et à la matérialisation des zones à risque se sont révélés conformes, tout comme l'adéquation matériel/zone à risque.

Bien qu'un plan des zones ATEX ait été présenté, l'inspection a demandé à l'exploitant de fournir, sous un mois, un document plus explicite précisant clairement l'emprise de ces zones. Ce plan devra également prendre en compte la présence éventuelle d'une citerne sur les pistes de lavage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
Constats : Avant l'inspection, l'exploitant a transmis son document relatif à la protection contre les explosions (DRPE), mis à jour en août 2025 et élaboré avec l'appui de BUREAU VERITAS à l'issue de leurs interventions techniques pour l'analyse des risques. Ce document comprend un plan, une description des activités, l'inventaire des produits inflammables présents sur le site, la synthèse du zonage ATEX, la liste du matériel situé en zone ATEX et l'évaluation du risque d'explosion. L'exploitant a également transmis l'audit ATEX et le diagnostic du risque électrostatique réalisés par BUREAU VERITAS en mai 2016 pour la préparation du DRPE. S'agissant du permis de feu, l'exploitant a indiqué utiliser le formulaire vierge proposé par l'INRS. L'exploitant dispose également d'une application en ligne permettant l'établissement de ces permis de feu. Lors de la visite terrain, un permis de feu en date du 04/09/2024 émis pour l'entreprise Bobion & Joanin a été présenté à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : - [...] ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; - [...]
Constats : Le plan transmis avant l'inspection ne permet pas de visualiser clairement l'emprise réelle des zones ATEX, car seules des indications ponctuelles ont été portées, correspondant aux accès aux pistes de lavages où se situent les zones ATEX, sans représentation précise de leurs limites. Un nouveau plan devra donc préciser de manière explicite l'étendue et le type de chaque zone ATEX. Il devra également intégrer le cas de la présence d'un véhiculéciterne sur les pistes de lavage, dont la présence, même ponctuelle, entraîne un classement plus strict de ces espaces.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de fournir, sous un mois, un plan ATEX clarifié présentant l'emprise exacte et la nature des zones, incluant explicitement le scénario d'un véhiculéciterne positionné sur les pistes de lavage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
Prescription contrôlée : [...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2). La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : La présence d'une zone ATEX est signalée à l'entrée de chaque piste de lavage, où figurent également les consignes de sécurité. Ces consignes s'appliquent de manière uniforme à

<p>l'ensemble des pistes, sans distinction selon le type de zone ATEX.</p> <p>Les règles de sécurité et de fonctionnement sont regroupées dans le livret de sécurité présenté lors de l'inspection, dont la dernière mise à jour remonte à mai 2021. Il y est notamment indiqué que le transporteur positionne la citerne sur la piste de lavage, puis que seul le personnel de Clean Mourenx réalise le nettoyage. Ce personnel est le seul habilité à accéder aux passerelles menant aux têtes de lavage.</p> <p>L'exploitant a indiqué que chaque salarié bénéficie, lors de sa prise de poste, d'une formation interne à la sécurité. Une formation complémentaire est également suivie tous les trois ans auprès d'un organisme agréé par l'Association Professionnelle des Laveurs Intérieurs de Citernes Agréées (APLICA). L'exploitant tient à jour une liste du personnel habilité (commune au groupe) et l'habilitation du dernier opérateur intégré à l'entreprise a été consulté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bureau d'études BUREAU VERITAS a identifié dans son diagnostic ATEX datant de mai 2016 les caractéristiques minimum du système de ventilation, c'est à dire la présence de deux amenées d'air situées à l'opposée des extractions mécaniques dont le calcul du taux de renouvellement d'air est également précisé. Il a été constaté sur place la présence des deux amenées d'air et d'une extraction d'air mécanique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le DRPE recense l'ensemble des matériels installés en zone ATEX, en précisant pour chacun le</p>

marquage ATEX et sa compatibilité avec la zone concernée. L'ensemble des matériels recensés sont notés compatibles avec les zonage ATEX du site.

L'exploitant indique que les opérations de réparation sont désormais limitées et que le remplacement par du matériel neuf est privilégié avec un classement ATEX identique. Le registre de maintenance a été présenté lors de l'inspection, et par sondage, il a été vérifié que les explosimètres contrôlés étaient considérés conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A

Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

Le compte rendu de vérification des installations électriques Q18 d'août 2025 a été présenté lors de l'inspection. Il a été conclu que l'installation est conforme et ne présente pas de risque d'explosion.

Type de suites proposées : Sans suite